

Commune de SAINT-MELOIR DES ONDES

DEPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 4 MAI 2015, à 20 heures

Présents : Monsieur BERNARD René, Maire – Mesdames CASU Odile, DUFAIX Marylène, CHAMBIOT-PONCET Soizick, Adjointes - Mrs BOULEUC Yves, LABBE René, DUVAL Yvonnick, Adjoints – Mmes BREVAULT Chantal, ENEL-REHEL Rozenn, LE SCORNET Sylvie, LEPAIGNEUL Virginie, MALOIZEL Madeleine, MAZEAU Laurence, MENARD Patricia, PERRIGAULT Chantal, THOMAS Huguette, VILLENEUVE Catherine, conseillères municipales, Mrs COURDENT Stéphane, GIZARD Rémy, JENOUVRIER Stéphane, de LA PORTBARRE Dominique, LEMONNIER Philippe, LESAGE Samuel, LESNÉ Loïc, PLIHON Sébastien, SIGURET Jérôme, VUILLAUME Michel, Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Messieurs JENOUVRIER Stéphane et PLIHON Sébastien, conseillers municipaux

Secrétaire de séance : Monsieur LEMONNIER Philippe, Conseiller Municipal.

Procès-verbal de la séance du 30 Mars 2015 : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité.

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

2015-052 - Examen et attribution des subventions aux associations communales et extra communales

Madame Soizick Chamiot-Poncet, Adjointe à la vie associative, indique que la commission « Vivre à Saint-Méloir des Ondes » s'est réunie le 17 avril 2015 pour examiner les demandes de subventions 2015 des associations communales et extra-communales.

Elle rappelle les pièces justificatives exigées à l'appui des demandes et précise que le mode de calcul utilisé pour l'octroi de subvention aux associations sportives a été quelque peu modifié. Il s'établit comme suit :

- Association sportive dont le siège social est à Saint-Méloir des Ondes :
26 €/enfant (jusqu'à 18 ans), 5 €/adulte et 10 % du montant des frais de rémunération d'un éducateur
- Association sportive dont le siège social est en dehors de Saint-Méloir des Ondes :
20 €/enfant (jusqu'à 18 ans), 3 €/adulte et 10 % du montant des frais de rémunération d'un éducateur.

Associations sportives	Subvention	Subvention Complémentaire	Total 2015
Tennis	2 477,00 €		2 477,00 €
Mélorienne Badminton	1 334,00 €		1 334,00 €
Roller Skating Mélorien	2 737,00 €		2 737,00 €
Mélorienne Football	3 673,00 €	2 000,00 €	5 673,00 €
Harem du Pays Malouin de Danse Orientale	1 421,00 €		1 421,00 €
Judo Club Mélorien	1 612,00 €		1 612,00 €
Aikido-Dojo Mélorien	393,00 €		393,00 €
St Méloir Rando Country	1 138,00 €		1 138,00 €
Gymnastique Volontaire Féminine	997,00 €		997,00 €
Korigan Karaté Club Mélorien	763,00 €		763,00 €
Saint-Méloir Tout Court	430,00 €		430,00 €
Mélorienne Tennis de table	824,00 €		824,00 €
Atelier de Danse Chorégraphique Malouin	767,00 €		767,00 €
Marchons à Saint-Méloir	368,00 €		368,00 €
SOUS TOTAL	18 934,00 €	2 000,00 €	20 934,00 €

Autres associations méloriennes	Subvention 2015
A.P.E.L. (Ecole Privée)	300,00 €
Mini Auto Club Mélorien	270,00 €
RNJA JA2 junior Association	225,00 €
Festy Village	2 500,00 €
ACCA Chasse	300,00 €
Club Bonne Amitié	640,00 €
UMAC Anciens Combattants	630,00 €
Patrimoine et Souvenir de Saint-Méloir	135,00 €
Bibliothèque Pour Tous	1 100,00 €
Ecole de Musique de Cancale	7 880,00 €
SOUS-TOTAL	13 980,00 €

Concernant les autres demandes, la commission a tenu à privilégier les associations à but caritatif et humanitaire. Les sommes suivantes sont proposées :

AUTRES ASSOCIATIONS	Subventions 2015
Sobriété Liberté Santé	50.00 €
Papillons Blancs	50.00 €
Croix Rouge Française	130.00 €
Prévention Routière	110.00 €
A.D.M.R.	100.00 €
Virade de l'Espoir	420.00 €
Banque Alimentaire	150.00 €
Restos du Cœur	100.00 €
Donneurs de sang	110.00 €
Loisirs Pluriels	50.00 €
Téléthon AFM	220.00 €
handicap sport Art 35	50.00 €
Ligue contre le cancer	50.00 €
France ADOT	50.00 €
Croix d'Or	50.00 €
Société Protectrice des Animaux	50.00 €
Société Nationale de Sauvetage en Mer	170.00 €
familles de Marins Péris en Mer	100.00 €
FEVILDEC (piégeage ragondins)	460.00 €
Secours Catholique	50.00 €
	2 520,00 €

TOTAL GENERAL 37 434.00 €

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,
Après un vote dont les résultats sont les suivants :
25 Pour 0 contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, **VOTE** les attributions de subventions aux associations telles que présentées ci-dessus et **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder à leur mandatement.

Observations :

- Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe, précise que les demandes de subvention de l'APEEP et de l'Association APAR MAPA ont été remises hors délai. Ces deux demandes seront donc examinées lors de la prochaine séance du conseil municipal.
- Monsieur le Maire indique que l'association qui portait la fête de la musique a fait savoir qu'elle ne souhaitait plus organiser la manifestation. Une rencontre est prévue avec Monsieur Ravenaux, Président de l'association « Festy Village », afin de savoir si cette dernière accepte de reprendre le relais sur cette fête de la musique.
- Monsieur Stéphane Courdent, conseiller municipal, demande pour quelle raison le montant de subvention accordé à l'association « Festy-Village » a augmenté, ceci dans un contexte général de réduction des subventions. Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal avait fait le choix de réduire la subvention l'an passé, car la participation communale servait alors essentiellement à acquérir du matériel. Cette année, la collectivité a choisi de réévaluer la subvention pour encourager la nouvelle équipe dans sa volonté de créer davantage d'animation.
- Madame Marylène Dufaix, adjointe, précise qu'une rencontre est prévue avec les représentants de la « Bibliothèque pour Tous » afin de revoir les critères de calcul de la participation communale trimestrielle versée à l'association. Le débat portera notamment sur les effectifs pris en compte pour la fréquentation.
- Monsieur Yves Bouleuc, adjoint aux finances, signale que le montant global des attributions reste raisonnable, ceci au regard d'autres communes qui ont appliqué une baisse drastique sur ce chapitre. Monsieur le Maire ajoute que le mode de calcul retenu, à savoir la prise en compte des effectifs des clubs, est bénéfique au monde associatif et contribue à encourager leur dynamisme.

2015-053 – Demande de subvention de la « MAM Bugalé »

Madame Soizick Chamiot-Poncet, adjointe, propose à l'assemblée de se déterminer sur la demande de subvention de la « MAM Bugalé ».

Il est rappelé que la MAM BUGALÉ est une maison d'assistantes maternelles, régie dans un cadre associatif - loi 1901- . Elle accueille les enfants dans des locaux communs, sur des plages horaires élargies, et avec des moyens mutualisés.

Considérant la subvention attribuée en 2014 à titre d'encouragement au démarrage de l'activité,

Considérant que cette aide n'avait pas vocation à être pérennisée dans le temps,

Après en avoir délibéré et un vote dont les résultats sont les suivants :

0 Pour 21 contre 4 Abstentions

Le Conseil Municipal **DÉCIDE** de ne pas verser de subvention à la « MAM Bugalé » et **CHARGE** Monsieur le Maire d'en informer ladite association

2015-054 – Achat de matériels de festività

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint, rappelle qu'en 2014, le conseil municipal avait choisi d'acquérir du matériel de festività grâce à l'économie réalisée sur la subvention de l'association Festy Village. Cette année encore, le montant de subvention attribué à cette association est bien inférieur aux montants accordés par le passé.

Monsieur le Maire signale que la commission de sécurité, lors de sa dernière inspection du salon des antiquaires, avait attiré l'attention de la collectivité sur l'état de vétusté de ses stands et avait préconisé leur remplacement par du matériel homologué.

Des contacts viennent d'être pris auprès de fournisseurs en vue d'un achat de nouveaux stands. Les montants unitaires varient de 700 € à 1 400 € (délai de livraison de 15 jours) .

Monsieur le Maire ajoute que la commune doit poursuivre ses investigations auprès d'autres sociétés afin de choisir le matériel qui offrira les meilleures garanties techniques (*homologation, dimension, montage...*) et de prix.

Entendu cet exposé,

Considérant qu'il convient de disposer de nouveaux matériels de festività dans les meilleurs délais,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 Pour 0 contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal **DONNE MANDAT** à Monsieur le Maire pour l'acquisition de tels matériels, ceci dans le cadre d'une enveloppe budgétaire correspondant à l'économie de subvention mentionnée plus haut.

FINANCES

2015-055 – Garanties d'emprunts dans le cadre de la construction de logements sociaux au bénéfice d'Emeraude habitation (4 logts « Le Clos Guillou 2 »)

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux finances, expose que EMERAUDE HABITATION sollicite la garantie de SAINT-MELOIR des ONDES pour un emprunt d'un montant de 490 000.00 € (quatre cent quatre-vingt-dix mille euros) à effectuer auprès de ARKÉA Banque Entreprises et institutionnels (ABEI) en vue de financer 6 logements à SAINT-MELOIR des ONDES, lotissement « Le Clos Guillou 2 », dont 4 logements en PSLA.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR 0 Contre 3 Abstentions

Le Conseil Municipal DÉCIDE d'accorder à hauteur de 100 % la caution solidaire de la Commune de SAINT-MELOIR des ONDES, en garantie du remboursement de toute somme due au titre d'un emprunt de 490 000.00 € (quatre cent quatre-vingt-dix mille euros) que EMERAUDE HABITATION se propose de contracter auprès de ARKÉA banque Entreprises et Institutionnels (ABEI) et dont les caractéristiques sont les suivantes :

Contrat de prêt n°041645374570 44/DD04692906 Montant du prêt PSLA	490 000 €
Objet	Financement de 4 logements, lotissement « Le Clos Guillou 2 » à Saint-Méloir des Ondes
Phase de mobilisation	
Durée	Dans la limite du 30/12/2016
Périodicité	Annuelle
Taux	Euribor 3 mois
Commission d'engagement	0,20 % du montant emprunté
Phase d'amortissement	
Durée	5 ans
Périodicité	Annuelle
Taux	Euribor 3 mois
Amortissement	In fine
Remboursement anticipé	Possible et gratuite à chaque date d'échéance en cas de levée d'option

La Commune de SAINT-MELOIR des ONDES reconnaît que la garantie dont il s'agit s'inscrit dans le cadre du Code Général des Collectivités Territoriales

En conséquence, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues, la Commune de SAINT-MELOIR des ONDES s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place ainsi que les intérêts moratoires encourus, indemnité, frais et commission, sur simple demande de ARKÉA Banque Entreprises et Institutionnels, adressée par lettre missive, sans jamais opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que ARKÉA Banque Entreprises et Institutionnels discute au préalable l'organisme défaillant.

La Commune de SAINT-MELOIR des ONDES s'engage, pendant toute la durée de l'amortissement, à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir le montant des sommes dues.

AUTORISE Monsieur le Maire, à signer le contrat de prêt, à intervenir sur les bases précitées et aux conditions générales du prêteur, ainsi qu'à signer la convention de garantie à passer entre la Commune de SAINT-MELOIR des ONDES et EMERAUDE HABITATION.

2015-056 – Garanties d'emprunts dans le cadre de la construction de logements sociaux au bénéfice d'Emeraude habitationn (6 logts « Le Clos Guillou 3 »)

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux finances, expose que EMERAUDE HABITATION sollicite la garantie de SAINT-MELOIR des ONDES pour un emprunt d'un montant de 798 000.00 € (sept cent quatre-vingt-dix-huit mille euros) à effectuer auprès de ARKÉA Banque Entreprises et institutionnels (ABEI) en vue de financer 6 logements à SAINT-MELOIR des ONDES, lotissement « Le Clos Guillou 3 », dont 6 logements en PSLA.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Entendu l'exposé ci-dessus et un vote dont les résultats sont les suivants :

22 POUR 0 Contre 3 Abstentions

Le Conseil Municipal **DÉCIDE d'accorder** à hauteur de 100 % la caution solidaire de la Commune de SAINT-MELOIR des ONDES, en garantie du remboursement de toute somme due au titre d'un emprunt de 798 000.00 € (sept cent quatre-vingt-dix-huit mille euros) que EMERAUDE HABITATION se propose de contracter auprès de ARKÉA banque Entreprises et Institutionnels (ABEI) et dont les caractéristiques sont les suivantes :

Contrat de prêt n° DD04240967 Montant du prêt PSLA	798 000 €
Objet	Financement de 6 logements, lotissement « Le Clos Guillou 3 » à Saint-Méloir-des-Ondes
Phase de mobilisation	
Durée	24 mois maximum
Périodicité	Annuelle
Taux	Livret A + 1 %
Commission d'engagement	0,20 % du montant emprunté
Phase d'amortissement	
Durée	30 ans maximum
Périodicité	Annuelle
Taux	Livret A + 1 %
Amortissement	Progressif ou constant
Remboursement anticipé	Possible et gratuite à chaque date d'échéance en cas de levée d'option

**sur la base du taux du livret A de 1.25 % à ce jour*

La Commune de SAINT-MELOIR des ONDES reconnaît que la garantie dont il s'agit s'inscrit dans le cadre du Code Général des Collectivités Territoriales

En conséquence, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues, la Commune de SAINT-MELOIR des ONDES s'engage à effectuer le paiement en ses lieu et place ainsi que les intérêts moratoires encourus, indemnité, frais et commission, sur simple demande de ARKÉA Banque Entreprises et Institutionnels, adressée par lettre missive, sans jamais opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que ARKÉA Banque Entreprises et Institutionnels discute au préalable l'organisme défaillant.

AUTORISE Monsieur le Maire, à signer le contrat de prêt, à intervenir sur les bases précitées et aux conditions générales du prêteur, ainsi qu'à signer la convention de garantie à passer entre la Commune de SAINT-MELOIR des ONDES et EMERAUDE HABITATION.

Observations : Monsieur René Labbé, adjoint, pense que de tels octrois de garantie présentent des risques pour la collectivité et qu'à ce titre, celle-ci devrait pouvoir disposer des bilans des organismes demandeurs. Monsieur Michel Vuillaume répond que tel est le cas, la commune a en sa possession ces documents qui certifiés par les commissaires aux comptes.

2015-057 – Réfection de la toiture de la mairie – Avenant au marché de l'entreprise Gautier

Monsieur Yves Bouleuc, Adjoint aux finances, indique que dans le cadre de la réfection de la couverture de la mairie, l'entreprise Gautier (sise à Combourg 35270 – 24 place des Déportés), attributaire des travaux, a été sollicitée pour quelques prestations supplémentaires.

Le devis comporte les travaux suivants :

. Fourniture et pose d'anti-pigeon sur couronnement cintré de la façade entrée y compris sur retour latéraux	315.00 € HT
. Habillage du bandeau bois sous-clocheton en zinc avec ourlet de finition y compris fixation	422.40 € HT
. Sujétion d'habillage en plomb des socles bois au pied des fenêtres sur lucarnes	370.00 € HT
. Mise en place d'un passe fil sur terrassons zinc Supérieur	45.00 € HT

1 152.40 € HT

(soit 1.80 % du marché de base établi à 64 135.98 € HT)

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR

0 Contre

0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents, **ACCEPTE** les travaux ci-dessus présentés par l'entreprise Gautier (sise à Combourg 35270 – 24 place des Déportés), et **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit devis.

2015.058 – Attribution du marché de broyage-fauchage des fossés, talus et accotements

Monsieur René Labbé, Adjoint à la voirie, indique de l'actuel marché de broyage-fauchage des fossés, talus et accotements des voies communales ayant expiré, la collectivité a engagé une consultation d'entreprises. Il s'agit d'un marché à bon de commande d'un an, renouvelable trois fois, sur bordereau de prix (montant minimum de 5000 €/maximum de 60 000 € annuel). La prestation demandée prévoit deux passages minimum par an pour environ 160 kms à chaque passage. Ponctuellement, elle pourra être complétée par un élagage des branches au lamier.

Il indique que la commission des marchés, dans sa séance du 4 mai 2015, a analysé les trois offres reçues et propose de retenir la proposition de la Sarl JAN (sise à Cherrueix – 35120 – 24 rue du Lion d'Or), mieux-disante, pour un montant annuel de 28 560.00 € HT.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR

0 Contre

0 Abstention

Le Conseil Municipal,

DÉCIDE de confier la prestation mentionnée ci-dessus à la Sarl JAN ((sise à Cherrueix – 35120 – 24 rue du Lion d'Or), mieux-disante, pour un montant annuel de 28 560.00 € HT.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce marché.

AFFAIRES SCOLAIRES

2015.059 – Préparation de la rentrée scolaire 2015 dans le premier degré

Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, informe l'assemblée que par courrier en date du 10 avril 2015, l'Inspecteur d'Académie a communiqué à la commune les modalités de préparation de la rentrée 2015 dans le département d'Ille et Vilaine.

La dotation attribuée au département pour la rentrée 2015 a été fixée à plus 37 emplois pour la démographie.

Comme l'an dernier, la méthode utilisée pour l'attribution des moyens dans le 1^{er} degré s'appuie sur une nouvelle logique, dont l'enjeu est d'aboutir à une plus grande équité de traitement entre les écoles du département. Pour l'ensemble des écoles, les mesures ont été soumises pour avis aux membres du Comité technique Spécial Départemental ainsi qu'aux membres du Conseil Départemental de l'Education Nationale.

Parmi les mesures retenues figure pour l'année scolaire 2015/2016 : ***le retrait d'un emploi en classe élémentaire à Saint-Méloir des Ondes.***

Monsieur le Maire fait savoir qu'il a été informé de cette disposition par Madame l'Inspectrice de la circonscription de Saint-Malo qui en a ensuite fait part à la Directrice de l'école publique.

Il indique que pour l'heure, l'arrivée d'élèves supplémentaires ne compenserait pas le départ de l'effectif important d'élèves de cours CM2.

Il ajoute que la commune mobilise tous ses moyens au service de son école, notamment pour ouvrir les inscriptions au plus tôt.

Il rappelle par ailleurs que la commune a fait le choix d'investir dans la construction d'un nouveau bâtiment enfance-jeunesse à proximité immédiate de l'école pour améliorer les infrastructures d'accueil actuelles.

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

0 Pour 25 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **SE DÉCLARE DÉFAVORABLE** au projet de fermeture d'une classe de l'école publique à la rentrée 2015/2016,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de transmettre ce désaccord à l'Inspecteur d'Académie et à l'Inspectrice de circonscription.

Observations :

Monsieur le Maire informe l'assemblée que l'ouverture des plis des 11 lots pour la construction du bâtiment enfance-jeunesse a été réalisée le jeudi 30 avril 2015, à 14h30. Les 63 offres sont désormais à l'analyse. Des dates de réunion de la commission des marchés à procédure adaptée ont été fixées pour la restitution de l'analyse (26 mai 2015, 10h30) et le rapport final (1^{er} juin 2015, à 11h00).

AFFAIRES CULTURELLES

2015.060 - Construction d'une bibliothèque – Mise au point de l'appel à projet

Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, informe l'assemblée que dans sa séance du 12 janvier 2015, le conseil municipal a décidé de lancer un appel à projet afin de trouver un opérateur susceptible de concevoir un ensemble comprenant une bibliothèque ainsi que des logements sociaux. Depuis, les membres du groupe de travail « Bibliothèque » ont effectué plusieurs visites de bibliothèques dans des communes environnantes.

Elle rend compte au conseil municipal du bilan des visites effectuées à : Laillé, Saint-Lunaire, Saint-Coulomb, La Fresnais et Pleurtuit.

Considérant la configuration des équipements visités et les divers échanges avec les professionnels rencontrés, le groupe de travail, dans sa séance du 29 avril dernier, propose que la commune conserve l'intégralité du foncier dont elle dispose pour l'aménagement de la future bibliothèque.

Monsieur le Maire ajoute que le fait de ne pas programmer de logements sociaux à cet emplacement offrira plus de liberté et de souplesse à la collectivité pour la conception de son équipement culturel (*dimensionnement de l'accueil, des salles de lecture, espaces de travail, salle d'exposition...*)

En termes de construction, il rappelle que deux options s'offrent à la commune, à savoir : la démolition du bâti existant ou sa préservation.

Outre l'aspect patrimonial que représente la conservation du bâtiment « ex-hôtel des voyageurs », cette solution semble présenter également des avantages au niveau du coût d'opération. Des tests de dégarnissage de l'enduit extérieur pourront d'ailleurs être réalisés afin de s'assurer de la qualité de la pierre. Ensuite, il appartiendra à la commune de retenir le projet d'architecture qui offrira la meilleure intégration dans le paysage du centre bourg.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 Pour 0 Contre 0 Abstention

Le Conseil Municipal **DÉCIDE** de consacrer l'intégralité du foncier dont dispose la collectivité - 1 Place de l'église - à l'aménagement de la future bibliothèque.

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 Pour 0 Contre 1 Abstention

Le Conseil Municipal **AUTORISE** le Maire à engager une consultation sous forme de procédure adaptée afin de trouver un architecte susceptible de concevoir une bibliothèque à partir du bâtiment existant.

Observations :

- Monsieur René Labbé, adjoint, fait savoir que l'ex-hôtel des voyageurs était autrefois un ancien relais de diligence, ce qui lui confère bien un caractère historique et patrimonial.
- Monsieur Samuel Lesage, conseiller municipal, fait observer qu'un projet de construction sans participation d'un opérateur social sera nécessairement plus coûteux, dans la mesure où les surfaces à aménager par la collectivité seront supérieures. Monsieur le Maire répond que les opérateurs sociaux apportent en règle générale 4 000 euros pour compenser la mise à disposition du foncier. Il ajoute qu'une 1^{ère} évaluation de l'opération avec conception de logements sociaux avait démontré que le coût était bien inférieur à l'enveloppe prévue pour le projet, ce qui devrait laisser une marge à la collectivité pour son nouveau montage sans opérateur social.

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES

Création d'un service commun « Droits des sols » par Saint-Malo Agglomération et adoption de la convention portant organisation de ce service

Exposé

Monsieur le Maire expose qu'à compter du 1^{er} juillet 2015, les communes ne disposeront plus des services de l'Etat pour instruire leurs autorisations d'urbanisme. A ce jour, seules les villes de Saint-Malo et de Cancale disposent d'un service instructeur assuré en régie. En conséquence, 16 communes de l'agglomération sur les 18 seront sans solution, sauf à se retourner vers l'agglomération.

Il explique que dans sa séance du 2 avril 2015, le conseil communautaire de Saint-Malo Agglomération a approuvé la création d'un service commune « droit des sols » ainsi que les termes de la convention portant organisation de ce service.

Il présente à l'assemblée les termes de ladite convention.

Missions du service commun

Instruction des dossiers suivants :

- *Permis de construire*
- *Permis de démolir*
- *Permis d'aménager*
- *Certificats d'urbanisme (article L 410-1 a du Code de l'Urbanisme)*
- *Certificats d'urbanisme (article L 410-1 b du Code de l'Urbanisme)*
- *Demandes de modifications,*
- *Déclarations préalables*
- *Demande de prorogation et de transfert de toutes les décisions évoquées ci-dessus*

La convention décrit l'ensemble de la procédure d'instruction des autorisations et actes à compter du dépôt de la demande auprès de la commune, ce qui comprend notamment l'examen de la recevabilité de la demande ou de la déclaration, et la préparation de la décision, cette dernière étant notifiée par le Maire au demandeur.

Le service commun assurera le suivi de chantier, le récolement et l'établissement de l'attestation de non-contestation lorsque ces formalités sont prescrites de manière obligatoire par l'article R.462-7 du Code de l'Urbanisme.

Le service commun remplira également les missions suivantes :

- *Une mission de conseil auprès des élus pour les projets d'aménagement, de construction et d'évolution du document d'urbanisme,*
- *Une mission de veille juridique,*
- *Une mission de formation des élus et des agents des communes,*
- *L'accueil et le suivi des pétitionnaires*
- *La relation avec l'Architecte des Bâtiments de France, le Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours et l'Architecte-Conseil.*

Composition du service commun

Le service commun sera composé de 10 agents, hiérarchiquement positionnés sous l'autorité du Président de la communauté d'agglomération, ainsi qu'il suit :

- 6 agents du pôle transféré de la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme de la ville de Saint-Malo (6 ETP)
- L'agent instructeur de la mairie de Cancale (1 ETP)
- 2 postes supplémentaires correspondant à deux secrétaires (2 ETP)
- Le Directeur de la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme mis à disposition à hauteur de 50% (1/2 ETP)

Montant global de frais de personnel estimé = 432 484 euros

Modalités financières

La convention définit les modalités financières : le service commun fera l'objet d'un remboursement correspondant aux frais de personnel et réparti entre les communes au prorata de leur population. Saint-Malo Agglomération supportera les frais logistiques (*affranchissement, reprographie,...*) et les coûts d'investissement (*matériel informatique, licences, mobilier,...*).

La participation de la commune au service commun sera déduite de la part exceptionnelle de la dotation de solidarité communautaire versée par Saint-Malo Agglomération.

La convention est conclue pour une durée de 6 ans et prendra fin le 31 décembre 2020.

Si des variations significatives des volumes étaient observées, la convention prévoit d'en revoir les termes à mi-parcours.

Monsieur le Maire soumet la question aux débats de l'assemblée.

Débats

- *Monsieur Michel Vuillaume, conseiller municipal, estime que pour le cas présent, une clé de répartition financière basée sur le nombre d'habitants n'est pas pertinente économiquement. Il aurait été plus compréhensible de retenir un mode de calcul fondé sur le volume d'activité du service (coût à l'acte).*
- *Monsieur René Labbé, adjoint à l'urbanisme, déclare que la convention organisant le service semble extrêmement favorable à la ville de Saint-Malo, tant du point de vue financier que du point de vue des ressources humaines. Il relève par ailleurs que le siège du nouveau service communautaire est établi à Saint-Malo.*
- *Monsieur Stéphane Courdent, conseiller municipal, regrette le désengagement de l'Etat de l'instruction du droit des sols. Il note que cela signifie la fin de la gratuité qui était offerte jusqu'à présent aux collectivités territoriales en ce domaine. Il relève par ailleurs que les personnels de l'Etat à qui cette mission a été retirée restent dans l'expectative vis-à-vis de leur réorientation professionnelle.*
Il craint d'autre part qu'à l'échelle du territoire, une priorité soit réservée aux projets de la ville de Saint-Malo. Monsieur le Maire explique que l'instruction se fera comme elle s'est toujours faite, à savoir exclusivement et conformément aux critères des textes, lois et documents d'urbanisme en vigueur (POS, PLU...).
- *Monsieur Dominique de La Portbarré, conseiller municipal, demande dans quelle mesure les frais d'instruction ne pourraient pas être répercutés sur les pétitionnaires. Monsieur René Labbé, adjoint, répond que les textes n'autorisent pas ce procédé et qu'ils prévoient la délivrance gratuite des actes d'urbanisme.*
- *En réponse à Monsieur Samuel Lesage, conseiller municipal, Monsieur le Maire répond que le volet accessibilité et sécurité continuera à être instruit par les services de l'Etat.*
- *Pour conclure les débats, Monsieur le Maire rappelle que la communauté d'agglomération aurait pu naturellement retenir un autre mode d'organisation et que celui-ci a fait l'objet de longs débats parmi les élus de l'agglomération. Il ajoute toutefois que la clé de répartition financière choisie est plutôt profitable à la commune de Saint-Méloir des Ondes, comparativement aux communes de petite taille qui ne délivrent qu'un nombre très limité d'autorisations d'urbanisme.*
Monsieur René Labbé, adjoint, souhaite que le vote sur cette affaire soit scindé en deux questions distinctes, à savoir : d'une part, la création d'un service commun « droit des sols » qui n'appelle pas en lui-même d'observation ; et d'autre part, les termes de la convention d'organisation du service qui lui paraissent quant à eux plus discutables et insatisfaisants.
Monsieur le Maire appelle l'attention de l'assemblée sur l'impérieuse nécessité d'assurer la continuité du service d'instruction offert aux Méloriens. Au stade actuel, sachant que l'Etat se désengage à compter du 1^{er} juin 2015, la création du service ne peut pas être dissociée de son fonctionnement, sous peine de risquer une interruption des instructions. L'affaire inscrite à l'ordre du jour étant un seul et même objet, il demande un vote unique à l'assemblée.

2015.061 – Création d'un service commun « Droits des sols » par Saint-Malo Agglomération et adoption de la convention portant organisation de ce service

Vu l'article 134 de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 qui réserve la mise à disposition des services de l'Etat aux seules communes compétentes appartenant à des EPCI de moins de 10 000 habitants à compter du 1^{er} Juillet 2015 ;

Considérant qu'à ce jour seules les Villes de Saint-Malo et Cancale disposent d'un service d'instruction du droit des sols et que les 16 autres communes de l'Agglomération ne disposeront plus du service d'instruction de l'Etat (DDTM) à compter du 1^{er} juillet 2015 ;

Vu l'article L 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux services communs « en dehors des compétences transférées » ;

Vu la délibération du 2 avril 2015 du conseil communautaire de Saint-Malo Agglomération approuvant la création d'un service commun « droits de sols » et adoptant les termes de la convention portant organisation de ce service,
Considérant les débats de l'assemblée,

Après en avoir délibéré et un vote dont les résultats sont les suivants :

11 POUR 0 Contre 14 Abstentions

Le Conseil Municipal

- **APPROUVE** la création d'un service commun « Droit des sols » ainsi que les termes de la convention régissant l'organisation de celui-ci et ses annexes,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et toutes les pièces afférentes à ce dossier,
- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Saint-Malo Agglomération.

2015.062 – Jury d'assises 2016/Tirage au sort

En application des articles 260 et 261 du Code de procédure pénale et sur instruction de Monsieur le Préfet d'Ille et Vilaine, Monsieur le Maire invite l'assemblée à tirer au sort, sur la liste électorale de la commune, 9 personnes destinées à figurer sur la liste préparatoire de la liste annuelle des jurés pour l'année 2016.

VU la liste électorale arrêtée au 28 février 2015 et après tirage au sort,

Le Conseil Municipal, **A DESIGNÉ** les neuf personnes susceptibles d'être recrutées au niveau départemental pour servir de jurés à la Cour d'Assises de Rennes.

Le Secrétaire de séance
Philippe LEMONNIER



Séance close à 22 h 30

Le Maire,
René BERNARD

